

[Texte]

lacking. By February of this year, the centre has supported over 300 projects valued at about \$51 million in the small islands and coastal states of West Africa, the Indian Ocean, the Caribbean, and the South Pacific. The organization was also administering two ocean management programs valued at over \$30 million on behalf of CIDA. Effective development partnerships were also established in about 35 developing countries.

I was appointed as the organization's second president in November 1991. In the few months before the decision was announced in the federal budget, I had put in place or was in the preliminary stages of the following new initiatives.

First, increasing the profile and understanding in Canada of the organization and its work, especially in the business sector. In fact, we would have been conducting a cross-Canada speaking tour to address ocean-related business and academic interests this very month of April.

Second, creating a data base of companies and organizations in Canada that were capable of planning, implementing, and evaluating ocean assistance programs.

Third, the establishment of an ocean-related business co-operation program to act as a bridge between the Canadian private sector and the business sectors in the developing countries where we were working.

We were involved in the building of joint undertakings between ICOD and other international donors such as the World Bank and the various regional development banks. We were also involved in creating a structure whereby ICOD could function as the lead agency for consortia involving Canadian expertise from mainly the private sector in order to pursue contracts with the various large development banks. This is an area where Canada has a very poor record. In the case of the World Bank, Canadian firms participate in contracts amounting to about 14% of the Canadian multilateral donations. As against this, the British are receiving back about 130%. This was an area on which we were going to put very strong emphasis.

In addition, ICOD was due to follow up its successful Halifax forum on "Seeking Sustainable Development of the Oceans" with a one-day event to be held at the Rio Summit for the purpose of promoting a global ocean conference designed to bring the oceans into the centre of discussions on sustainable development.

The statement in the budget paper that an organization distinct from Canada's major aid agency is not required to deliver Canadian assistance in the ocean sector may on the surface appear valid, but in reality there are fundamental differences that should not be overlooked, such as, firstly, that CIDA operates in a different manner and on a different scale from ICOD. CIDA is primarily a geographically focused agency with an overlapping, but incomplete, sectoral approach. Furthermore, CIDA does not have a broadly based program of assistance in the ocean sector. This will make it difficult, if not impossible, for CIDA to carry on a comprehensive and integrated oceans program as was possible

[Traduction]

de l'aide du Canada. Jusqu'en février dernier, le centre avait ainsi mis en oeuvre plus de 300 projets, pour quelque 51 millions de dollars, dans des petits États maritimes de l'Afrique de l'Ouest, de l'océan Indien, des Antilles et du Pacifique Sud. De plus, le centre a été chargé de l'administration de deux programmes de gestion des océans, pour plus de 30 millions de dollars, au nom de l'ACDI. Nous avons créé des associations de développement dans plus de 35 pays en voie de développement.

C'est en novembre 1991 que je suis devenu le deuxième président du centre, et au cours des quelques mois qui se sont écoulés jusqu'à la décision annoncée dans le budget, j'ai jeté les bases des initiatives suivantes.

Tout d'abord, faire mieux comprendre notre rôle et notre travail au Canada même, mais plus particulièrement dans le monde des affaires. Nous devions justement entreprendre en avril une tournée de conférences à travers le pays qui nous aurait permis de prendre la parole devant des hommes d'affaires dans ce secteur ainsi que devant des universitaires.

Deuxièmement, nous avons l'intention de créer une base de données répertoriant les entreprises et les organisations canadiennes susceptibles d'élaborer et de mettre en oeuvre des programmes d'aide pour l'exploitation des océans.

Troisièmement, nous avons l'intention de lancer un programme de coopération avec le secteur privé, toujours dans le domaine de l'exploitation des océans, bien entendu, pour servir de lien entre le secteur privé canadien et le secteur privé des pays en développement où nous oeuvrons.

Nous avons participé à des programmes conjoints avec la Banque mondiale et d'autres banques de développement régional. Nous avons fait en sorte que le CIEO puisse agir en tant que maître d'oeuvre dans des consortiums réunissant des entreprises canadiennes afin de remporter des contrats avec les principales banques de développement, domaine qui jusqu'à présent ne nous a pas très bien réussi. Ainsi, dans le cas de la Banque mondiale, la participation des entreprises canadiennes ne représente que 14 p. 100 de l'aide multinationale du Canada, contre 130 p. 100 pour les entreprises britanniques. C'est donc un domaine dans lequel nous avons l'intention d'insister tout particulièrement.

Après la réussite de notre conférence de Halifax, intitulée: «Pour le développement durable des océans», nous avons l'intention d'organiser un colloque à la conférence de Rio de Janeiro pour essayer d'organiser une conférence mondiale sur les océans afin d'inclure l'exploitation des océans dans les débats sur le développement durable.

Même si, à première vue, une institution distincte consacrée uniquement à l'exploitation des océans n'est peut-être pas indispensable pour assurer nos programmes d'aide, je tiens néanmoins à vous faire remarquer que le CIEO et l'ACDI ont des modes de fonctionnement tout à fait différents. L'ACDI s'occupe essentiellement de certaines zones géographiques, l'approche sectorielle étant secondaire. D'ailleurs, l'ACDI ne s'occupe pas à proprement parler d'aide dans le domaine de l'exploitation des océans. Si bien qu'il lui sera pratiquement impossible de faire le même travail que le CIEO. De plus, les projets du CIEO ne dépassaient pas généralement 100,000\$, ce qui est trop peu